

IRAN

Téhéran renforce son programme balistique en réponse aux sanctions américaines

Le Parlement iranien a répondu aux dernières sanctions américaines en votant hier un accroissement significatif des moyens financiers du programme balistique de la République islamique et de sa branche militaire chargée des opérations extérieures.

Dans un contexte de durcissement toujours croissant des relations entre les deux pays depuis l'arrivée du Président américain Donald Trump au pouvoir en janvier, les parlementaires ont voté à une écrasante majorité des mesures qui prévoient notamment l'allocation de 260 millions de dollars au «développement du programme de missile» et d'une somme équivalente pour la branche extérieure des Gardiens de la révolution, l'armée d'élite du pays, selon l'agence officielle IRNA.

Mi-juillet, l'administration américaine avait imposé de nouvelles sanctions juridiques et financières ciblées contre des personnes et entités iraniennes liées au programme balistique, interdit par une résolution de l'ONU, et au corps des Gardiens de la révolution. Le Congrès des Etats-Unis avait ensuite voté fin juillet des sanctions contre l'Iran, accusé de développer son programme balistique, violer les droits de l'Homme et soutenir des groupes — comme le Hezbollah libanais — qualifiés de «terroristes» par Washington. Le département d'Etat américain considère l'Iran comme le «premier Etat soutien du terrorisme» dans le monde.

«Les Américains devraient savoir qu'il ne s'agit là que de notre première action», a prévenu hier le président du Parlement, Ali Larijani, après le vote de mesures destinées à «faire face aux actions terroristes et aventuristes des Etats-Unis dans la région».

Sans opposition aucune, 240 élus (sur 244 présents) ont voté en faveur du projet de loi. Après l'annonce des résultats, des parlementaires ont scandé : «Mort à l'Amérique.»

«Ce projet de loi est soutenu par (...) le gouvernement et fait partie d'une série de mesures proposées par le comité de supervision du JCPOA pour faire face à la récente loi votée fin juillet par le Congrès américain», a déclaré Abbas Araghchi, vice-ministre iranien des Affaires étrangères. Il fait

référence à l'accord international sur le programme nucléaire iranien (Joint Comprehensive Plan of Action, JCPOA), signé en 2015 avec six grandes puissances (Etats-Unis, Russie, Chine, France, Royaume-Uni, Allemagne) et qui prévoit que l'Iran limite son programme nucléaire à des usages civils en échange de la levée progressive des sanctions internationales prises à son encontre.

Donald Trump n'a cessé de critiquer cet accord, qu'il qualifie d'«horrible», mais ne l'a pour l'heure pas remis en cause. L'Iran, qui n'entretient plus de relations diplomatiques avec les Etats-Unis depuis 1980, assure de son côté que les dernières sanctions américaines sont une «violation» de cet accord, qui a mis fin à son isolement sur la scène internationale. Selon M. Araghchi, le vote de dimanche est une réponse aux



Des missiles Sayyad-3 exposés dans un endroit non précisé en Iran.

mesures votées fin juillet par le Congrès, que les médias iraniens ont baptisées «la mère de toutes les sanctions» car elles regroupent dans un texte toutes les sanctions américaines existantes contre l'Iran. Le document

voté hier à Téhéran considère «toutes les forces militaires et de renseignement américaines comme des groupes terroristes» en raison de leur «soutien implicite et explicite à des groupes terroristes» et «à des dicta-

tures et des régimes qui violent les droits humains fondamentaux» au Moyen-Orient. Ce projet de loi, qui doit être ratifié par le Conseil des gardiens de la Constitution, demande au ministère des Affaires étrangères de publier une liste de personnes à sanctionner dans le but de confisquer leurs avoirs et de bloquer leurs transactions financières, en excluant les lanceurs d'alerte qui révéleraient les «activités illégales, crimes, tortures et fraudes électoraux» des Etats-Unis. Elle enjoint également au ministère de l'Economie de rendre prioritaires les accords commerciaux avec les pays et les sociétés qui ignorent les sanctions contre l'Iran. Avec ce «message direct» aux Etats-Unis, l'Iran veut «montrer qu'il n'est pas satisfait des violations (de l'accord nucléaire, ndlr) tout en faisant en sorte de ne pas lui-même le violer», a déclaré à l'AFP Foad Izadi, professeur de politique internationale à l'Université de Téhéran. Selon lui, l'idée est qu'en faisant payer aux Etats-Unis leurs «violations», ils y réfléchiront à deux fois à l'avenir, ce qui permettra in fine de préserver l'accord nucléaire.

KENYA

Le bilan des violences dans l'ouest passe à sept morts

Sept personnes ont été tuées dans les violences qui ont suivi vendredi soir la réélection du Président Uhuru Kenyatta, rejetée par l'opposition, selon des sources policières, portant à 16 le nombre de morts sur l'ensemble du pays.

Parmi ces sept décès, deux survenus près de la ville de Kisumu et dans le comté voisin de Siaya avaient été confirmés dès samedi de sources hospitalière et policière citées par l'AFP. Le bilan compilé pour l'ensemble du

pays entre vendredi soir et samedi soir s'élève donc à 16 morts. Il inclut aussi neuf personnes tuées — la plupart par balles — dans les bidonvilles de Mathare, Kibera et Kawangware, à Nairobi, dont une fille de neuf ans. «Nous avons trois corps qui ont été emmenés à la morgue principale de Kisumu. Nous en avons aussi un à Homa Bay, un à Migori et deux à Siaya», a annoncé un responsable de la police locale cité par cette même source.

«C'est ce dont je suis au courant ce matin (dimanche)», a-t-il ajouté. «Ce sont des gens qui ont été tués dans des confrontations avec les poli-

ciers depuis vendredi soir.» Ces chiffres ont été confirmés par un autre responsable policier, toujours sous couvert d'anonymat, qui a souligné que le calme était revenu dans la région depuis samedi soir. «Nous n'avons eu aucun problème depuis tard hier soir (samedi), disons depuis minuit», a expliqué ce second policier. «La zone est calme, mais nous maintenons notre présence dans les points chauds susceptibles de tomber dans le chaos, juste pour nous assurer que le calme revienne.» Il a ajouté que «plusieurs personnes» avaient été hospitalisées dans la région pour diverses blessures. Huit l'ont été à

Homa Bay, a-t-il précisé, sans pouvoir donner de chiffres pour les autres principales villes de la région.

Plusieurs bastions de l'opposition dans l'ouest du pays et dans les bidonvilles de Nairobi ont été le théâtre d'affrontements violents et sporadiques entre manifestants et policiers après la réélection de M. Kenyatta.

Le ministre de l'Intérieur, Fred Matiangi, avait certifié samedi que la police n'avait pas fait un «usage disproportionné de la force» et imputé les violences à des «éléments criminels qui ont tenté de prendre avantage de la situation, en pillant et détruisant des propriétés».

ÉTATS-UNIS

Trump accusé d'indulgence vis-à-vis de l'extrême-droite

Le Président américain Donald Trump était sous le feu des critiques hier, accusé de complaisance à l'égard des mouvements d'extrême droite après les violences qui ont endeuillé l'un de leurs rassemblements à Charlottesville, dans l'est du pays.

Une femme de 32 ans est morte quand une voiture a foncé sur la foule de contre-manifestants venus dénoncer dans cette petite ville de Virginie la présence de groupuscules identitaires et néo-nazis, dont des membres du Ku Klux Klan (KKK). Le drame a également fait 19 blessés, venus s'ajouter aux victimes des échauffourées l'ayant précédé.

Les Américains qui attendaient de leur Président une condamnation claire et forte de ces mouvements radicaux prônant la suprématie de la race blanche ont été déçus: prenant la parole depuis le club de golf où il passe ses vacances, M. Trump s'est contenté de renvoyer les deux camps dos à dos.

«Nous condamnons dans les termes les plus forts possibles cette énorme démonstration de haine, de sectarisme et de violence venant de diverses parties», a-t-il déclaré à

Bedminster, dans le New Jersey. En comparaison, la fille et conseillère du Président, Ivanka Trump, a, elle, dénoncé sans ambages «le racisme, la suprématie blanche et les néonazis», estimant dans une série de tweets hier matin qu'il n'y avait «pas de place dans la société» américaine pour de telles idées. Les critiques du milliardaire républicain ont rapidement effectué des rapprochements entre sa tiédeur après les violences de Charlottesville et l'ambiguïté qu'il cultive vis-à-vis de l'extrême droite depuis sa campagne.

Critiqué dans son propre camp

Une bonne partie de la droite alternative, ou «Alt Right», avait soutenu Donald Trump dans sa course à la Maison-Blanche et celui-ci a plusieurs fois refusé de prendre clairement ses distances avec certains de ses groupes ou de ses leaders.

Résultat M. Trump était critiqué jusque dans son propre camp républicain, à l'image de sénateur de Floride Marco Rubio, qui a notamment souhaité «entendre le Président décrire les événements de Charlottesville pour ce qu'ils sont, une attaque terroriste menée par des suprématistes blancs».

«Si j'étais Président des Etats-Unis et que ces personnes témoignaient leur sympathie vis-

à-vis de ma personne et de mon programme, cela me poserait problème», a commenté de son côté Lindsey Graham, un sénateur qui s'inscrit de plus en plus dans l'opposition interne à Donald Trump au sein de la famille républicaine.

A Charlottesville, où les 50 000 habitants votent démocrate à une écrasante majorité et où l'esprit d'ouverture est symbolisé par la prestigieuse université fondée en 1819 par le Président Thomas Jefferson, la journée de samedi a été encore été alourdie par la mort de deux policiers, qui se sont écrasés en hélicoptère.

L'enquête de la police fédérale devrait rapidement établir les motivations de James Fields, l'homme de 20 ans interpellé au volant de la voiture qui a percuté les militants antiracistes.

Le suspect, originaire de l'Ohio, a été inculpé de meurtre, de violences volontaires ayant causé des blessures et de délit de fuite. Il devrait être présenté à un juge lundi.

Extrémistes enhardis ?

Les événements de Charlottesville vont d'autre part être étudiés à l'aune d'une question centrale : par sa rhétorique, ses mesures ciblant les étrangers et ses appels répétés à donner la priorité à l'Amérique, le Président

Trump a-t-il enhardi de façon dangereuse les extrémistes de droite ?

Interpellé samedi par des journalistes, M. Trump a en tout cas refusé de donner son avis sur ces mouvements qui se disent en plein essor. La démocrate Hillary Clinton a critiqué son adversaire victorieux à l'élection présidentielle de 2016, sans le nommer. «Chaque minute où nous permettons à cela de se poursuivre par un encouragement tacite ou par inaction est une honte et un danger pour nos valeurs», a-t-elle tweeté.

L'ex-Président Barack Obama, dont les interventions publiques concernant l'actualité sont devenues rares, est lui sorti de sa réserve en citant Nelson Mandela : «Personne ne naît en haïssant une autre personne à cause de la couleur de sa peau, ou de ses origines, ou de sa religion.»

Les suites des violences de Charlottesville évoquent le long délai qu'avait pris Donald Trump pour désavouer le soutien que lui avait apporté publiquement David Duke, un ancien leader du Ku Klux Klan.

«Le Président doit dénoncer clairement les idéologies de la suprématie de la race blanche sous toutes leurs formes», a exigé hier l'Anti-Defamation League (ADL), une association de lutte contre l'antisémitisme.